

Secrétariat général
Direction de la coordination des politiques interministérielles
Bureau des procédures environnementales
Réf : DCPI-BPE/JV

Arrêté préfectoral accordant l'autorisation environnementale à la société OVH CLOUD pour l'exploitation de 69 groupes électrogènes fonctionnant au fioul domestique pour la régularisation de sa situation administrative, ses travaux de mise en conformité et la réalisation de projets d'extension sur le territoire de la commune de GRAVELINES

Le préfet du Nord,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment le titre VIII du livre I, les titres I et II du livre II et le titre 1^{er} du livre V ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 portant nomination de Monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 portant nomination de Monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 « ateliers de charge d'accumulateurs » – (Rubriques n° 2925-1 et n° 2925-2) ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques n° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques n° 2910, 2931 ou 3110 ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4802 (rubrique devenue la rubrique n° 1185 à compter du 25 octobre 2018) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 mars 2010 approuvant le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) du Delta de l'Aa ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 mars 2022 approuvant le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Artois-Picardie 2022-2027 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2024 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de 32 jours du vendredi 16 août 2024 au lundi 16 septembre 2024 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Guillaume AFONSO, en qualité de secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu la demande présentée, le 10 mai 2023 et complétée le 15 février et 21 mai 2024, par la société OVH CLOUD, dont le siège social est situé au 2 rue Kellerman à 59100 ROUBAIX, en vue d'obtenir l'autorisation environnementale d'exploiter 69 groupes électrogènes fonctionnant au fioul domestique pour la régularisation de sa situation administrative, ses travaux de mise en conformité et la réalisation de projets d'extension pour son installation située route de la Ferme Mazzon, ZI Les Huttes sur le territoire de la commune de 59820 GRAVELINES et notamment les propositions faites par l'exploitant en application du dernier alinéa de l'article R. 181-13 du code de l'environnement ;

Vu le dossier déposé à l'appui de sa demande ;

Vu l'avis de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) n°2023-7183 du 11 juillet 2023 ;

Vu le rapport du 11 juin 2024 de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement portant avis sur l'aspect complet et régulier du dossier de demande d'autorisation d'exploiter susvisé ;

Vu le mémoire en réponse du 19 juin 2024 du pétitionnaire à l'avis de l'autorité environnementale ;

Vu la décision du 26 juin 2024 du président du tribunal administratif de Lille désignant, Monsieur Jean-Michel ROPITAL, ingénieur divisionnaire des travaux publics, retraité, en qualité de commissaire-enquêteur ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans les communes de GRAVELINES et LOON-PLAGE ;

Vu la publication du 1^{er} et du 17 août 2024 de l'avis d'enquête publique dans deux journaux locaux (« La Voix du Nord » et « Nord Éclair ») ;

Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet des services de l'État dans le Nord ;

Vu le registre d'enquête, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ;

Vu l'absence d'avis des conseils municipaux des communes d'implantation et de rayon ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R. 181-32 du code de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté transmis par courriel le 21 novembre 2024 au pétitionnaire ;

Vu l'absence d'observation du pétitionnaire sur le projet d'arrêté formulé par courriel du 6 décembre 2024 ;

Vu le rapport et les propositions du 7 août 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France chargée du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) du Nord lors de sa séance du 16 septembre 2025 au cours duquel le pétitionnaire était présent et n'a formulé aucune observation ;

Vu l'absence de modification sur le projet d'arrêté à la suite de la séance du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord du 16 septembre 2025 ;

Considérant ce qui suit :

1. le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;
2. la qualité, la vocation et l'utilisation des milieux environnants et en particulier la présence d'activités industrielles aux abords du site projeté ;
3. en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
4. les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R. 181-32 du code de l'environnement et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;
5. les mesures d'évitement, de réduction et de compensation prévues par le pétitionnaire ou édictées par l'arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;
6. les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

TITRE 1 – PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 – BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

Article 1.1.1 – Exploitant titulaire de l'autorisation

La société OVH (SIRET 42476141900052), dont le siège social est situé au 2 rue Kellermann à 59100 ROUBAIX est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à l'adresse route de la Ferme Masson sur le territoire de la commune de GRAVELINES (coordonnées Lambert 93 X=640675 et Y=7102757), les installations détaillées dans les articles suivants.

Article 1.1.2 – Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles	Surface
GRAVELINES	AI N°52	91 599 m ²

Article 1.1.3 – Autorisations embarquées

La présente autorisation tient lieu de :

- l'absence d'opposition à déclaration d'installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au II de l'article L. 214-3 du code de l'environnement ou arrêté de prescriptions applicable aux installations, ouvrages, travaux et activités objet de la déclaration (le tableau des rubriques IOTA figure à l'article 1.2.1 et inclut aussi les rubriques A).

Article 1.1.4 – Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

À l'exception des dispositions particulières visées au chapitre 7 du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et des installations, ouvrages, travaux et aménagements (IOTA) listées au chapitre 1.2 ci-dessous.

CHAPITRE 1.2 – NATURE DES INSTALLATIONS

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
3110	Combustion de combustibles	52 groupes électrogènes fonctionnant au fioul domestique, et répartis sur les 4 datacentres GRA1 à GRA4.	141,5 MW	A

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
1185-2a	Gaz à effet de serre fluorés	Usage de fluides fluorés (R32, R442, R410A...) pour le refroidissement des installations	755,57 kg	DC
2925-1	Ateliers de charge d'accumulateurs	Usage d'accumulateurs au sein des salles batteries sur les 4 datacentres.	2 266,7 kW	D
4734-1-c	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution	Les groupes électrogènes seront alimentés en fioul domestique depuis 13 cuves de stockages enterrées : GRA1 : 100 m ³ GRA2 : 130 m ³ GRA3 : 320 m ³ GRA4 : 220 m ³	654,5 t	DC

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

Elles relèvent également de la rubrique loi sur l'eau suivante :

Rubrique IOTA	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
1.1.1.0	Sondage, forage	Pose de piézomètres	2 unités	D

(*) A (autorisation) ou D (Déclaration)

Article 1.2.1 – Réglementation IED

Au sens de l'article R. 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique n° 3110 relative à la combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF LCP (grande installations de combustion).

CHAPITRE 1.3 – CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant, incluant l'étude de danger de référence.

CHAPITRE 1.4 – DURÉE DE L'AUTORISATION ET CESSATION D'ACTIVITÉ

Article 1.4.1 – Cessation d'activité et remise en état

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage industriel.

CHAPITRE 1.5 – IMPLANTATION

L'installation est implantée à une distance minimale de 20 mètres des limites de l'établissement.

CHAPITRE 1.6 – DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial et la dernière version de l'étude de dangers ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté. Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

CHAPITRE 1.7 – RAPPORT D'INCIDENT OU D'ACCIDENT

Les rapports d'incident et d'accident mentionnés à l'article R. 512-69 du code de l'environnement sont transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

TITRE 2 – PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

CHAPITRE 2.1 – CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Article 2.1.1 – Conduits et installations raccordées

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible	Autres caractéristiques
GE 1 à GE5, GE K, GE Secours 1 Un conduit par GE	GRA1	2,97 MW unitaire	FOD/Biocarburant	Groupe électrogène
GE 6 à GE 9, GE Secours 2, Un conduit par GE	GRA2	2,97 MW unitaire	FOD/Biocarburant	Groupe électrogène
GE 10 à GE 12 Un conduit par GE	GRA2	2,60 MW unitaire	FOD/Biocarburant	Groupe électrogène
GE 13	GRA2	2,97 MW	FOD/Biocarburant	Groupe électrogène
GE 14	GRA2	2,41 MW	FOD/ Biocarburant	Groupe électrogène
GE K2	GRA2	2,57 MW	FOD/Biocarburant	Groupe électrogène
GE Secours 3	GRA3	2,57 MW	FOD/Biocarburant	Groupe électrogène
GE 15 à GE 23 Un conduit par GE	GRA3	2,6 MW unitaire	FOD/ Biocarburant	Groupe électrogène
GE 24	GRA3	2,97 MW	FOD/Biocarburant	Groupe électrogène
GE Secours 4	GRA4	2,63 MW	FOD/Biocarburant	Groupe électrogène
GE25 à GE26 Un conduit par GE	GRA4	2,97 MW	FOD/Biocarburant	Groupe électrogène
GE 1A à 1C, GE 2A à 2C Un conduit par GE	GRA4	2,63 MW unitaire	FOD/Biocarburant	Groupe électrogène

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible	Autres caractéristiques
14 GE Un conduit par GE	GRA4	2,63 MW unitaire	FOD/Biocarburant	Groupe électrogène

Article 2.1.2 – Conditions générales de rejet

	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit maximal en Nm³/h	Vitesse minimale d'éjection en m/s
GE 1 à GE5, GE K, GE Secours 1	22,6	0,203	5 748,8	25
GE 6 à GE 9, GE Secours 2,	20,5	0,203	5 748,8	
GE 10 à GE 12	20,5	0,350	4 618,6	
GE 13	19,9	0,400	5 748,8	
GE 14	19,4	0,400	4 894,9	
GE K2	19,4	0,400	5 420,7	
GE Secours 3	15	0,400	5 267,1	
GE 15 à GE 23	20,5	0,350	4 618,6	
GE 24	20,5	0,203	5 748,8	
GE Secours 4	12,8	0,400	5 267,1	
GE25 à GE26	13	0,203	5 748,8	
GE 1A à 1C, GE 2A à 2C	12,8	0,400	5 267,1	
14 GE	12,8	0,400	5 267,1	

Les hauteurs de cheminées des groupes électrogènes (reprises dans le tableau ci-dessus) sont applicables aux constructions de cheminées réalisées après l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 (28 décembre 2018).

Dans le délai de trois mois à compter de la date de signature du présent arrêté d'autorisation, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées la liste complétée des numéros de série des groupes électrogènes concernés par cette disposition.

Article 2.1.3 – Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés

Article 2.1.3.1 – Émissions canalisées

Les valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du titre II de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques n° 2910, 2931 ou 3110, ne s'appliquent pas aux appareils destinés aux situations d'urgence. Pour ces appareils et pour les appareils de combustion

disposant de VLE particulières en fonctionnant moins de 500 heures par an, l'exploitant s'engage à les faire fonctionner moins de 500 heures par an. Pour ces appareils, l'exploitant établit un relevé annuel des heures d'exploitation.

CHAPITRE 2.2 – SURVEILLANCE DES REJETS DANS L'ATMOSPHERE

Article 2.2.1 – Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

L'exploitant assure une surveillance des rejets des groupes électrogènes dans les conditions suivantes :

Paramètre	Fréquence	Enregistrement (oui ou non)	Méthodes de mesure (à préciser si nécessaire)	Fréquence de transmission
Poussières	Toutes les 1 500 heures de fonctionnement et au maximum tous les 5 ans	oui		Échéance atteinte
SO ₂		oui		Échéance atteinte
NO _x		oui		Échéance atteinte

CHAPITRE 2.3 – DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES

Article 2.3.1 – Dispositions particulières applicables en cas d'épisode de pollution de l'air

Les tests de démarrage et d'entretien des groupes électrogènes sont réalisés en dehors des épisodes de pollution de l'air ambiant.

TITRE 3 – PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 3.1 – PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

Article 3.1.1 – Origine et réglementation des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE)	Coordonnées du point de prélèvement en Lambert 93	Prélèvement maximal (hiver)	Prélèvement maximal (été)	Prélèvement maximal
				Journalier (m³/j)	Journalier (m³/j)	Annuel (m³/an)
Réseau d'eau	Gravelines	1789	X : 640440.09 m Y : 7102642.83 m	500	1000	30000

Le débit de fuite maximal des eaux pluviales vers le milieu naturel est de 2 l/s/ha soit 72 m³/h.

Article 3.1.2 – Étude technico-économique visant la réduction de la consommation en eau potable

L'exploitant réalisera une étude technico-économique visant la réduction de la consommation en eau potable pour le renouvellement de l'eau des purges de refroidissement et pour la brumisation dans les installations de refroidissement adiabatiques. L'étude comportera a minima les éléments suivants :

- état actuel :
 - définition des besoins en eau ;
 - descriptions des usages de l'eau ;
 - caractéristiques des moyens d'approvisionnement en eau ;
 - description des équipements de prélèvements ;
 - descriptions des procédés consommateurs en eau ;
 - bilans annuels et mensuels des consommations de l'établissement ;
 - bilan des rejets, le cas échéant en fonction de la période en cas d'activité saisonnière ;
- descriptions des actions de réduction des prélèvements déjà mises en place et des économies d'eau réalisées ;
- étude et analyse des possibilités de réduction des prélèvements, de réutilisation de certaines eaux (pluviales, industrielles, eau de mer), des possibilités de recyclage et point sur les consommations actuelles de l'établissement par type d'usage au regard des meilleures techniques disponibles ;
- échéancier de mise en place des actions de réduction envisagées.

L'exploitant intégrera dans son étude la garantie du respect des valeurs limites d'émission et de la température des rejets des effluents en sortie de site et examinera la mise en place de tours adiabatiques pour assurer le refroidissement des circuits.

Article 3.1.3 – Délai de transmission de l'étude

L'étude technico-économique demandée à l'article 3.1.2 sera adressée au préfet et à l'inspection des installations classées dans un délai de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté.

CHAPITRE 3.2 – CONCEPTION ET GESTION DES RÉSEAUX ET POINTS DE REJET

Article 3.2.1 – Points de rejet

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes : eaux usées industrielles, eaux pluviales susceptibles d'être polluées, eaux de refroidissement, eaux vannes, etc.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au point de rejet externe qui présente les caractéristiques suivantes :

Réf.	Coordonnées Lambert 93	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur ou station de traitement collective	Conditions de raccordement
Pt N°1	X : 641426 Y : 710313	Eaux pluviales	Bassin de l'Atlantique	Mer du Nord	Convention OVH/GPMD

- Eaux usées sanitaires

Les eaux usées sanitaires sont collectées et dirigées vers la fosse septique située entre le parking principal et les bureaux. Cette fosse d'un volume estimé de 8 m³ est vidangée trimestriellement. Les eaux usées collectées sont évacuées et traitées par un centre de traitement.

- Eaux usées industrielles

Les eaux usées industrielles concernent les purges des systèmes de refroidissement des serveurs. Le volume maximal annuel de rejet de ces purges est de 145 m³ correspondant au volume total d'eau de refroidissement contenue dans les circuits fermés. Ces eaux sont purgées ponctuellement lorsque les seuils de qualité qui leur sont appliqués sont atteints. Les purges ne sont pas réalisées simultanément sur l'ensemble des circuits.

Seuils de qualité des eaux de refroidissement des serveurs :

Paramètre	Seuil bas	Seuil haut
pH	7	8,5
Conductivité	500	800
Dureté	8	12
Turbidité	0	10

Ces eaux de purge sont collectées en grands récipients pour vrac (GRV) ou tout autre contenant équivalent et déversées vers le bassin n° 2 Nord-Ouest par un puisard situé au niveau de la zone de déchets du site.

Préalablement à tout rejet, l'exploitant réalise une analyse de ces eaux sur les paramètres repris à l'article 3.4.2. Le rejet pourra être réalisé si les valeurs limites reprises à l'article 3.3.1 sont respectées.

- Eaux pluviales non susceptibles d'être polluées

Les eaux pluviales de toiture sont dirigées directement vers les bassins de collecte des eaux du site.

Ces bassins sont étanches et sont numérotés et nommés en fonction de leur localisation sur le site :

- bassin n° 1 Sud d'un volume utile de 10 800 m³ ;
- bassin n° 2 Nord-Ouest d'un volume utile de 3 100 m³ ;
- bassin n° 3 Nord-Est d'un volume utile de 3 500 m³.

- Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Les eaux pluviales de voiries, susceptibles d'être polluées sont dirigées vers les bassins étanches n° 1 Sud et n° 2 Nord-Ouest. Les eaux sont traitées par des séparateurs à hydrocarbures disposés en amont des bassins. Ces séparateurs sont en nombre de 6 :

- séparateur n° 1 : Ouvrage positionné au sud des aires de stationnement de véhicules légers ;
- séparateur n° 2 : Amont du bassin Sud, au niveau des installations électriques générales ;
- séparateur n° 3 : Extrémité Sud-Est du datacentre GRA3.4 ;
- séparateur n° 4 : Extrémité Sud-Ouest de GRA4 ;
- séparateur n° 5 : En amont du bassin Nord-Ouest ;
- séparateur n° 6 : Au niveau des nouvelles voiries créées pour l'aménagement de GRA4.

- Dispositions générales de fonctionnement des bassins étanches

Les eaux du bassin n° 1 Sud sont relevés par une pompe immergée d'un débit maximal de 57 m³/h et envoyées par une canalisation vers l'ouvrage de rejet en mer n° 1. Les eaux du bassin n° 2 Nord-Ouest sont relevées par une pompe immergée d'un débit maximal de 57 m³/h et sont rejetées dans le puisard de pompage de la pompe immergée du bassin n° 3 Nord-Est. Les eaux du bassin n° 3 Nord-Est sont évacuées gravitairement par un ouvrage de surverse dans le puisard de pompage de la pompe immergée du bassin n° 3 Nord-Est. Cette pompe a un débit maximal de 57 m³/h et rejette ces eaux par une canalisation vers l'ouvrage de rejet en mer n° 1.

Article 3.2.2 – Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à :

- réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci ;
- ne pas gêner la navigation (le cas échéant).

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'État compétent.

CHAPITRE 3.3 – LIMITATION DES REJETS

Article 3.3.1 – Caractéristiques des rejets externes

Les valeurs limites d'émissions prescrites permettent le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales définies par l'arrêté du 20 avril 2005 complété par l'arrêté du 25 janvier 2010 et le cas échéant par les dispositions du SDAGE ou du SAGE.

Les eaux résiduaires respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).

Point de rejet référencé n° 1

- Température maximale : 30 °C
- pH : 6.5 à 8.5
- Débit maximum horaire (m³/h) : 57

Paramètre	Code SANDRE	Rejet n°1
		Concentration en moyenne journalière (mg/l)
MES	1305	35
DBO5	1313	30
DCO	1314	50
Azote global	1551	30
Hydrocarbures totaux	7008	5
Cu	1392	0,15

CHAPITRE 3.4 – SURVEILLANCE DES PRÉLÈVEMENTS ET DES REJETS

Article 3.4.1 – Relevé des prélèvements d'eau

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 3.4.2 – Contrôle des rejets

L'exploitant réalise les contrôles suivants :

Rejet	Paramètre	Code SANDRE	Type de suivi	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
Rejet n°1	MES	1305	Ponctuel	Semestriel	Semestriel
	DBO5	1313	Ponctuel	Semestriel	Semestriel
	DCO	1314	Ponctuel	Semestriel	Semestriel
	Azote global	1551	Ponctuel	Semestriel	Semestriel
	Hydrocarbures totaux	7008	Ponctuel	Semestriel	Semestriel
	Pb	1382	Ponctuel	Semestriel	Semestriel
	Fe	7714	Ponctuel	Semestriel	Semestriel
	Zn	1383	Ponctuel	Semestriel	Semestriel
	Cu	1392	Ponctuel	Semestriel	Semestriel

CHAPITRE 3.5 – SURVEILLANCE DES EFFETS DES REJETS SUR LES MILIEUX AQUATIQUES ET LES SOLS

Article 3.5.1 – Surveillance des eaux souterraines

Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants :

Pt de mesure	N°BSS de l'ouvrage	Localisation par rapport au site (amont ou aval)	Aquifère capté (superficiel ou profond), masse d'eau	Profondeur de l'ouvrage
PZ1	BSS04LLUR	amont	Nappe superficielle	8 m
PZ2	BSS04LLUP	amont	Nappe superficielle	10,32 m
PZ3	BSS04LLUQ	aval	Nappe superficielle	5,56 m
PZ4	BSS04LLUS	aval	Nappe superficielle	8 m

L'exploitant procède à l'analyse des eaux souterraines dans les conditions suivantes :

Paramètres		Pt de mesure	Fréquence des analyses
Nom	Code SANDRE		
HCT	7154	PZ1 à PZ4	semestriellement
HAP	7484	PZ1 à PZ4	semestriellement
BTEX	5918	PZ1 à PZ4	semestriellement

Article 3.5.2 – Surveillance des sols

L'exploitant réalisera tous les 10 ans, une analyse des sols sur la base du programme de surveillance présenté ci-dessous :

Zone à risques	Nombre de sondages	Analyses préconisées
Cuves de fioul	4 par cuves	Hydrocarbures totaux
Cuves de fioul	4 par cuves	BTEX
Cuves de fioul	4 par cuves	HAP

CHAPITRE 3.6 – DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES SÉCHERESSE

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

Article 3.6.1 – Adaptation des prescriptions sur la surveillance en cas de sécheresse

Si le bassin versant dans lequel se situe l'établissement est placé en vigilance sécheresse, l'exploitant respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023.

L'exploitant établit sous six mois à compter de la notification du présent arrêté un plan d'actions « sécheresse » visant à diminuer ses prélèvements d'eau selon les niveaux fixés à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023.

Le déclenchement des niveaux de vigilance renforcée, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise se matérialise par la signature d'un arrêté préfectoral réglementant les usages de l'eau plaçant le bassin versant du delta de l'Aa au niveau de vigilance renforcée, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise sécheresse.

TITRE 4 – PROTECTION DU CADRE DE VIE

CHAPITRE 4.1 – LIMITATION DES NIVEAUX DE BRUIT

Article 4.1.1 – Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour : de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Point de mesure 1 Point de mesure 2 Point de mesure 3 Point de mesure 4	70 dB(A)	60dB(A)

Les points de mesure figurent sur le plan définissant les limites de propriété de l'établissement

Article 4.1.2 – Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 5 ans.

Article 4.1.3 – Plan d'actions

L'exploitant transmet sous 6 mois son plan d'actions pour limiter les niveaux sonores.

TITRE 5 – PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 5.1 – CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Article 5.1.1 – Dispositions constructives et comportement au feu

Bâtiment/local	Dispositions constructives			
	Local, sol, toiture	Murs et planchers	Portes et fermetures	Parois séparatives
Datacentres GRA1, GRA2, GRA3, GRA4			Portes et fermetures résistantes au feu (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries) et leurs dispositifs de fermeture coupe-feu de degré 2 heures.	Murs REI 120 entre datacentre
Salles batteries	Sols incombustibles Couverture incombustible Dispositifs de désenfumage	Murs et plancher hauts REI 120	Portes et fermetures résistantes au feu (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries) et leurs dispositifs de fermeture coupe-feu de degré 2 heures. Dispositif de fermeture automatique	
Transformateurs GRA1 (Transformateurs secs)	Sols incombustibles Couverture incombustible Dispositifs de désenfumage	Murs REI 120	Portes et fermetures résistantes au feu (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries) et leurs dispositifs de fermeture coupe-feu de degré 2 heures. Dispositif de fermeture automatique	Parois REI 120 avec locaux à risques
Transformateurs GRA2 (Transformateurs secs)	Sols incombustibles Couverture incombustible Dispositifs de désenfumage	Murs REI 120	Portes et fermetures résistantes au feu (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries) et leurs dispositifs de fermeture coupe-feu de degré 2 heures. Dispositif de fermeture automatique	Parois REI 120 avec locaux à risques

Bâtiment/local	Dispositions constructives			
	Local, sol, toiture	Murs et planchers	Portes et fermetures	Parois séparatives
Transformateurs GRA3.1 et GRA3.2 (Transformateurs à huile diélectrique) extérieurs aux bâtiments	Sols incombustibles Couverture incombustible	Murs et planchers hauts incombustibles	Portes grillagées	Renforcement Coupe Feu de la façade Bâtiment par rideau d'eau sprinkler
Transformateurs GRA3.3, GRA3.4 et GRA4 (Transformateurs secs)	Sols incombustibles	Murs REI 120	Porte intérieure EI120 Porte extérieure incombustible	
Salles network	Sols incombustibles Couverture incombustible	Murs REI 120	Porte EI120	
GE GRA1	Sols incombustibles	Murs intérieurs REI 120	Porte EI120	
GE GRA2 « Ouest »	Stockage en conteneurs			Séparation REI120 avec le bâtiment principal
GE GRA2 « Est »	Stockage en conteneurs			Renforcement Coupe Feu de la façade Bâtiment par rideau d'eau sprinkler
GE GRA3 et GRA4	Stockage en conteneurs			
Bureaux et locaux sociaux				Parois REI 120 avec locaux à risques

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 5.1.2 – Désenfumage

Les salles batteries, les locaux de plus de 300 m², les locaux aveugles de plus de 100 m² (abritant des serveurs, des salles énergies et des groupes électrogènes) sont équipés de désenfumage.

Les halls de plus de 2 000 m² sont divisés en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 600 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres.

Les écrans de cantonnement sont constitués soit par des éléments de la structure (couverture, poutre et murs), soit par des écrans fixes, rigides ou flexibles, soit par des écrans mobiles asservis à la détection incendie. Ces écrans sont DH 30, en référence aux normes en vigueur.

Chaque écran de cantonnement a une hauteur minimale de 1 mètre sans préjudice des dispositions du code du travail.

Article 5.1.3 – Dispositifs d'évacuation naturelle des fumées et des chaleurs

Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées et des chaleurs (DENFC).

Les DENFC ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage.

Les dispositifs d'évacuation des fumées sont composés d'exutoires à commande manuelle et/ou automatique. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 1 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.

En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du bâtiment, depuis la zone de désenfumage ou depuis la cellule à désenfumer dans le cas d'un bâtiment divisé en plusieurs cantons ou cellules.

Les commandes manuelles des DENFC sont facilement accessibles depuis les issues du bâtiment ou des cellules. Ces commandes d'ouverture manuelle sont installées conformément aux normes en vigueur.

Article 5.1.4 – Installations électriques

Dans le cadre des dispositions à prendre en cas d'un incendie ou d'une situation d'urgence, l'exploitant met en place une procédure de coupure des énergies permettant l'arrêt de la distribution d'énergie sur les postes HTA, la mise à l'arrêt des groupes électrogènes et l'isolement de leur alimentation en carburant, la décharge des onduleurs des salles énergies.

Article 5.1.5 – Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation

Deux accès principaux sont aménagés pour l'accueil des services de secours :

- le portail principal, depuis le poste de garde vers le Nord-Est, peut également être utilisé pour l'entrée des véhicules légers ;
- un accès secondaire, à l'extrémité Nord-Est, est exclusivement réservé à la circulation des poids lourds (dont les véhicules du SDIS).

Une voie engins est présente sur 3 côtés du bâtiment principal (Nord, Ouest, Sud). Elle présente les caractéristiques suivantes :

- largeur utile de 6,66 mètres minimum ;
- hauteur libre – pas de passage sous un auvent ou un bâtiment ;
- pente inférieure à 15 % ;

Le retournement des véhicules de secours peut être assuré au Sud-Est du site, qui présente une surface libre de plus de 2 000 m².

Des voiries complémentaires d'une largeur minimale de 3,5 m sont créées à sens unique afin d'accéder aux groupes électrogènes de GRA4 (Sud-Ouest) et sur la partie Est du bâtiment. Dans le dernier cas, une issue débouchant vers le parking VL permet aux poids lourds d'effectuer si nécessaire le périmètre du site.

Article 5.1.6 – Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles

L'exploitant dispose de rétentions sous les transformateurs utilisant de l'huile diélectrique.

L'exploitant dispose de zones de dépotage au droit des réservoirs de FOD/biocarburants des groupes électrogènes. Ces zones sont imperméabilisées et équipées de rétentions intégrées. Les réservoirs sont à double paroi et équipés de détection de niveau et de fuite.

Le confinement des eaux incendie est effectué selon les modalités suivantes :

- volume maximal de 4 424 m³ d'eaux d'extinction d'incendie disponible dans les bassins n° 1 Sud, bassin n° 2 Nord-Ouest et bassin n° 3 Nord-Est ;
- confinement des eaux d'extinction d'incendie dans ces bassins par la mise à l'arrêt des pompes automatiques immergées.

CHAPITRE 5.2 – MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

Article 5.2.1 – Moyens de lutte contre l'incendie

L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et précisés comme ci-après :

- un réseau de 8 poteaux d'incendie internes à l'établissement ;
- la quantité d'eau mise à disposition pour l'extinction doit être au minimum de 300 m³ utilisables pendant deux heures (150m³/h) et ceci selon la note D9 ;
- justifier auprès du service départemental d'incendie et de secours (SDIS) de la disponibilité du volume d'eau requis dans le cadre de la défense extérieure contre l'incendie (DECI), tous les trois ans ;
- signaler, numéroté et entretenir les points d'eau incendie (PEI) conformément aux dispositions reprises dans le règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (RDDECI) du département du Nord ;
- permettre au SDIS d'effectuer la reconnaissance opérationnelle annuelle des PEI. A ce titre, il y aura lieu de fournir au SDIS le rapport de contrôle technique des PEI comprenant la mesure de débit des hydrants, (y compris en simultané sur au moins deux poteaux d'incendie) ;
- avertir sans délai le centre de traitement de l'alerte territorialement compétent en cas d'indisponibilité des PEI, ainsi que le retour à l'état de disponibilité de ces derniers, selon les modalités définies par le SDIS. De plus, remédier aux indisponibilités dans les délais les plus brefs ;
- une réserve d'eau de sprinklage d'un volume de 549 m³. Cette réserve est alimentée par le réseau d'eau public ;
- extinction gaz automatique déployée pour toutes les salles batteries se situant à l'intérieur des bâtiments. Ce gaz est un mélange Azote-Argon ;
- un système d'extinction automatique d'incendie équipant les salles serveurs et network, la salle GE de GRA1, les GE extérieurs situés à moins de 10 m des bâtiments sans disposition constructive spécifique (paroi coupe feu 2 h ou rideau d'eau) ;
- un système de détection automatique d'incendie équipant l'ensemble des bâtiments.

Les moyens sont complétés par les moyens suivants ;

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- des robinets d'incendie armés.

Article 5.2.2 – Organisation

L'exploitant établit un plan de secours sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires.

Dans la mesure où le SDIS réalise un plan d'établissement répertorié, l'exploitant devra fournir les éléments permettant la mise à jour de ce document. A cet effet, l'exploitant sera destinataire d'un exemplaire du plan.

TITRE 6 – PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

CHAPITRE 6.1 – PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

Les installations produisent des déchets industriels banal (DIB) non dangereux et des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) et des métaux. Les installations de groupes électrogène produisent des déchets d'entretien de ces équipements.

Les déchets sont triés, stockés par type de déchets en bennes ou bacs et sont évacués en centre de traitement ou de valorisation. Les serveurs usagés sont collectés par le site OVH de CROIX pour réemploi ou valorisation. Les déchets d'entretien des groupes électrogènes sont évacués par le prestataire d'entretien et envoyés en centre de traitement.

CHAPITRE 6.2 – PRODUCTION DE DÉCHETS, TRI, RECYCLAGE ET VALORISATION

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets
Déchets non dangereux	20 03 01	DIB
	17 04 05	Métaux
	20 03 04	Boues de fosse septique
Déchets dangereux	16 06 01*	Batteries
	13 02 05*	Huiles moteur non chlorées à base minérale
	13 02 08*	Autres huiles moteurs
	15 02 02*	Chiffons souillés
	16 01 14*	Liquides de refroidissement

CHAPITRE 6.3 – LIMITATION DU STOCKAGE SUR SITE

La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas les valeurs suivantes :

Type de déchets	Quantités maximales stockées sur le site
Déchets non dangereux	DIB et métaux : 3 tonnes
Déchets dangereux	Batteries : 15 tonnes

TITRE 7 – CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS CONNEXES

CHAPITRE 7.1 – CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS RELEVANT DES RUBRIQUES N° 4734-1-C SOUS LE RÉGIME DE LA DÉCLARATION (CUVES FOD/BIOCARBURANT)

Le carburant est stocké dans des réservoirs enterrés double paroi avec détection de fuites. Un dispositif visuel et/ou sonore permet d'avertir l'exploitant en cas de détection de fuite.

CHAPITRE 7.2 – CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS RELEVANT DES RUBRIQUES N° 2925-1 SOUS LE RÉGIME DE LA DÉCLARATION (SALLES BATTERIES)

L'exploitant recense, sous sa responsabilité et avec l'aide éventuelle d'organismes spécialisés, les parties de l'installation présentant un risque spécifique (hydrogène) pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation électrique.

Les parties de l'installation présentant un risque spécifique tel qu'identifié ci-dessus, sont équipées de détecteurs d'hydrogène.

Pour les parties de l'installation équipées de détecteur d'hydrogène, le seuil de la concentration limite en hydrogène admise dans le local sera pris à 25 % de la LIE (limite inférieure d'explosivité), soit 1 % d'hydrogène dans l'air. Le dépassement de ce seuil devra interrompre automatiquement l'opération de charge et déclencher une alarme.

Pour les parties de l'installation non équipées de détecteur d'hydrogène, l'interruption des systèmes d'extraction d'air (hors interruption prévue en fonctionnement normal de l'installation) devra interrompre automatiquement, également, l'opération de charge et déclencher une alarme.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible ou nocive. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines. Le débit d'extraction est donné par les formules ci-après suivant les différents cas :

* Pour les batteries dites ouvertes et les ateliers de charge de batteries :

$$Q = 0,05 \, n \, I$$

* Pour les batteries dites à recombinaison :

$$Q = 0,0025 \, n \, I$$

où :

Q = débit minimal de ventilation; en m³/h

n = nombre total d'éléments de batterie en charge simultanément

I. - = Courant d'électrolyse, en A

CHAPITRE 7.3 – PRISE EN COMPTE DU RISQUE NUCLÉAIRE

L'exploitant doit permettre de mettre à l'abri sur site ses personnels et les éventuels visiteurs dans des installations en dur. La ventilation peut y être mise hors service et les personnes gardées plusieurs heures avant évacuation, le temps dépendant de la cinétique de l'accident et du timing de survenue d'éventuels rejets.

Le stationnement sur les parkings doit se faire en marche arrière de sorte à simplifier l'évacuation (idéalement avec des dispositions internes de circulation le favorisant).

Des comprimés d'iode en nombre suffisant sont disponibles sur site pour être pris en cas de consigne des pouvoirs publics.

L'exploitant définit les conditions d'arrêt ou de continuité du processus de production en cas d'évacuation du site (activité industrielle interruptible ou pas, dispositions visant à mettre en sécurité le site avant évacuation, effectifs minimum à maintenir sur site si activité non interruptible, équipements, formations, relèves des équipes...).

TITRE 8 – SANCTIONS, DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS, DÉCISION ET NOTIFICATIONS

Article 8.1.1 – Caducité

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97 du code de l'environnement.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

1. d'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;
2. d'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;
3. d'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

Article 8.1.2 – Code du travail

Le présent arrêté est délivré sans préjudice des dispositions du code du travail, notamment celles relatives à l'hygiène et la sécurité des travailleurs. Tous renseignements utiles sur l'application de ces règlements peuvent être obtenus auprès de l'inspecteur du travail.

Article 8.1.3 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du code de l'environnement.

Article 8.1.4 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif **dans un délai de deux mois** à compter de sa notification :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé à la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche – Grande Arche de La Défense – 92055 LA DEFENSE Cedex.

Le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet des éventuels recours gracieux ou hiérarchique.

Le tiers, auteur du recours administratif, est tenu d'informer le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi dudit recours à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

En outre, cet arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de Lille conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, **dans un délai de deux mois** à compter du jour où l'arrêté leur a été notifié, ou **dans le délai de deux mois** suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou suivant la naissance d'une décision implicite née du silence gardé deux mois par l'administration ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, **dans un délai de deux mois** à compter de :

a) l'affichage en mairie ;

b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le Nord.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de l'arrêté.

Le tiers, auteur du recours contentieux, est tenu d'informer l'auteur de la décision et le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt dudit recours à peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par courrier à l'adresse 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 8.1.5 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le sous-préfet de l'arrondissement de DUNKERQUE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maires de GRAVELINES et LOON-PLAGE ;
- commissaire-enquêteur, Monsieur Jean-Michel ROPITAL ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- chefs de service consultés lors de l'instruction de la demande ou concernés par une ou plusieurs dispositions de l'arrêté.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de GRAVELINES et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché dans cette même mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-autorisations-2024>) pendant une durée minimale de quatre mois.

Fait à Lille, le **24 SEP. 2025**

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO



Table des matières

Titre 1 – Portée de l’autorisation et conditions générales.....	4
Chapitre 1.1 – Bénéficiaire et portée de l’autorisation.....	4
Article 1.1.1 – Exploitant titulaire de l’autorisation.....	4
Article 1.1.2 – Localisation et surface occupée par les installations.....	4
Article 1.1.3 – Autorisations embarquées.....	4
Article 1.1.4 – Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation.....	4
Chapitre 1.2 – Nature des installations.....	4
Article 1.2.1 – Réglementation IED.....	5
Chapitre 1.3 – Conformité au dossier de demande d’autorisation.....	5
Chapitre 1.4 – Durée de l’autorisation et cessation d’activité.....	5
Article 1.4.1 – Cessation d’activité et remise en état.....	5
Chapitre 1.5 – Implantation.....	5
Chapitre 1.6 – Documents tenus à la disposition de l’inspection.....	6
Chapitre 1.7 – Rapport d’incident ou d’accident.....	6
Titre 2 – Protection de la qualité de l’air.....	7
Chapitre 2.1 – Conception des installations.....	7
Article 2.1.1 – Conduits et installations raccordées.....	7
Article 2.1.2 – Conditions générales de rejet.....	8
Article 2.1.3 – Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés.....	8
Article 2.1.3.1 – Émissions canalisées.....	8
Chapitre 2.2 – Surveillance des rejets dans l’atmosphère.....	9
Article 2.2.1 – Surveillance des émissions atmosphériques canalisées.....	9
Chapitre 2.3 – Dispositions spécifiques.....	9
Article 2.3.1 – Dispositions particulières applicables en cas d’épisode de pollution de l’air.....	9
Titre 3 – Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques.....	10
Chapitre 3.1 – Prélèvements et consommations d’eau.....	10
Article 3.1.1 – Origine et réglementation des approvisionnements en eau.....	10
Article 3.1.2 – Étude technico-économique visant la réduction de la consommation en eau potable.....	10
Article 3.1.3 – Délai de transmission de l’étude.....	10
Chapitre 3.2 – Conception et gestion des réseaux et points de rejet.....	11
Article 3.2.1 – Points de rejet.....	11
Article 3.2.2 – Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet.....	12
Chapitre 3.3 – Limitation des rejets.....	12
Article 3.3.1 – Caractéristiques des rejets externes.....	12
Chapitre 3.4 – Surveillance des prélèvements et des rejets.....	13
Article 3.4.1 – Relevé des prélèvements d’eau.....	13
Article 3.4.2 – Contrôle des rejets.....	13
Chapitre 3.5 – Surveillance des effets des rejets sur les milieux aquatiques et les sols.....	14
Article 3.5.1 – Surveillance des eaux souterraines.....	14
Article 3.5.2 – Surveillance des sols.....	14
Chapitre 3.6 – Dispositions spécifiques sécheresse.....	14
Article 3.6.1 – Adaptation des prescriptions sur la surveillance en cas de sécheresse.....	14
Titre 4 – Protection du cadre de vie.....	16
Chapitre 4.1 – Limitation des niveaux de bruit.....	16
Article 4.1.1 – Niveaux limites de bruit en limites d’exploitation.....	16
Article 4.1.2 – Mesures périodiques des niveaux sonores.....	16
Article 4.1.3 – Plan d’actions.....	16
Titre 5 – Prévention des risques technologiques.....	17
Chapitre 5.1 – Conception des installations.....	17
Article 5.1.1 – Dispositions constructives et comportement au feu.....	17
Article 5.1.2 – Désenfumage.....	18

Article 5.1.3 – Dispositifs d'évacuation naturelle des fumées et des chaleurs.....	19
Article 5.1.4 – Installations électriques.....	19
Article 5.1.5 – Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation.....	19
Article 5.1.6 – Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles.....	20
Chapitre 5.2 – Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours.....	20
Article 5.2.1 – Moyens de lutte contre l'incendie.....	20
Article 5.2.2 – Organisation.....	21
Titre 6 – Prévention et gestion des déchets.....	22
Chapitre 6.1 – Prévention et gestion des déchets.....	22
Chapitre 6.2 – Production de déchets, tri, recyclage et valorisation.....	22
Chapitre 6.3 – Limitation du stockage sur site.....	22
Titre 7 – Conditions particulières applicables à certaines installations et équipements connexes...	23
Chapitre 7.1 – Conditions particulières applicables à certaines installations relevant des rubriques n° 4734-1-c sous le régime de la déclaration (cuves FOD/biocarburant).....	23
Chapitre 7.2 – Conditions particulières applicables à certaines installations relevant des rubriques N° 2925-1 sous le régime de la déclaration (salles batteries).....	23
Chapitre 7.3 – Prise en compte du risque nucléaire.....	24
Titre 8 – Sanctions, délais et voies de recours, décision et notifications.....	25
Article 8.1.1 – Caducité.....	25
Article 8.1.2 – Code du travail.....	25
Article 8.1.3 – Sanctions.....	25
Article 8.1.4 – Voies et délais de recours.....	25
Article 8.1.5 – Décision et notification.....	26